

Loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile

du ...

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi sur l'asile du 26 juin 1998;
vu l'article 13 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 13 septembre 2012;
vu l'arrêté concernant la répartition dans le canton des personnes relevant du droit d'asile assignées par la Confédération du 10 mai 2000;
vu l'initiative «Halte au dictat du canton» déposée le 17 septembre 2012;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Art. 1 But et champ d'application

¹La présente loi règle les modalités d'implantation de structures destinées à l'hébergement de personnes relevant du droit d'asile dans une commune valaisanne.

²Elle concerne l'hébergement collectif de premier et de deuxième accueils des personnes relevant du droit d'asile attribuées au canton par la Confédération, à l'exclusion des logements individuels.

³Par hébergement collectif, on entend toute structure destinée au logement et disposant de locaux communs tels que séjour, cuisine, sanitaires, ou de services communs tels qu'entretien ou nettoyages.

⁴Les dispositions de droit fédéral relatives à l'hébergement des personnes relevant du droit d'asile et les dispositions cantonales et fédérales relatives aux constructions et à l'aménagement du territoire sont réservées.

Art. 2 Autorité d'exécution

¹Le département en charge de l'hébergement des personnes relevant du droit d'asile (ci-après: département) est chargé de l'exécution de la présente loi. Il peut déléguer des tâches à l'Office de l'asile (ci-après: OASi).

²L'autorité peut conclure des contrats avec des collectivités publiques, des communes, des particuliers et des organisations privées en vue de l'hébergement et de la prise en charge des personnes relevant du droit d'asile.

Art. 3 Répartition géographique

¹Les personnes relevant du droit d'asile sont en principe réparties entre les régions constitutionnelles en fonction du pourcentage de leur population.

²Toute commune est tenue d'accueillir sur son territoire des personnes relevant du droit d'asile.

³Le département désigne une commune comme lieu de séjour.

Art. 4 Annonce préalable

¹Le département informe la commune concernée par l'ouverture prochaine d'une structure destinée à l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile.

²Il informe aussi la ou les communes voisines particulièrement touchées par l'implantation.

³L'annonce a lieu dès la conclusion de l'acte de vente ou du bail, mais au minimum trois mois avant l'ouverture de la structure.

⁴L'annonce préalable porte en particulier sur:

- a) le genre de structure retenue;
- b) le nombre approximatif et la catégorie de personnes concernées;
- c) le concept et l'organisation de la prise en charge;
- d) le personnel d'encadrement;
- e) les mesures de sécurité;
- f) la prise en charge médicale;
- g) le cas échéant, la prise en charge scolaire;
- h) les possibilités de mise en place par les communes de programmes d'occupation des personnes relevant du droit d'asile.

Art. 5 Collaboration avec la ou les communes concernées

¹La ou les communes concernées peuvent transmettre leurs observations au département, qui en tient compte dans la mesure du possible.

²La ou les communes concernées et le département créent un groupe de travail qui se réunit à intervalles réguliers, avant et après l'implantation de la structure d'hébergement, pour traiter toute question ou éventuelle difficulté.

Art. 6 Assignation à résidence

¹Le Service de la population et des migrations peut assigner un lieu de séjour et un logement aux personnes relevant du droit d'asile.

²Il peut requérir l'aide de la police pour faire exécuter ses décisions.

³Un éventuel recours n'a pas d'effet suspensif.

Art. 7 Abrogation et entrée en vigueur

¹L'article 13 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 13 septembre 2012 et l'arrêté concernant la répartition dans le canton des personnes relevant du droit d'asile assignées par la Confédération du 10 mai 2000 sont abrogés.

²Le présent acte législatif est soumis au référendum facultatif.

³Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur.

Ainsi adopté en première lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 19 décembre 2014.

Le président du Grand Conseil: **Grégoire Dussex**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**